



Face aux menaces de casse des services , de suppressions d'emplois et des missions : l'heure est à l'action !

C'est ce que sont dit la centaine d'agents de la Dir Massif Central qui , à l'appel de la CGT , ont occupés l'A75 dans les 2 sens ce lundi 01 juillet 2019 , de 07h30 à 15h00 .

Il a fallu attendre midi pour voir arriver la sous préfète de Brioude et le directeur de la Dirmc .

En contact avec le ministère et le préfet de Haute Loire , ils ont pu relayer la colère des agents qui refusent la casse .

Leurs revendications sont claires :

- le maintien du réseau routier national (refus des différents projets de casse des Dirs : transferts aux départements , privatisation , création d'un Établissement Public , « projet industriel »...)
 - l'arrêt des suppressions de postes ; recrutements en nombre d'agents titulaires pour la réalisation des missions en sécurité , pour un niveau de service que les usagers sont en droit d'attendre
 - le maintien et amélioration du service actif par la bonification : la dangerosité et la pénibilité doivent être compensés par de véritables droits à des départs anticipés, avec des pensions décentes .
- Pour rappel : le projet de « retraite à points » prévoit la suppression du service actif , donc des départs à partir de 62 ans ...
- la revalorisation des carrières et des salaires pour tous les agents : agents des routes , OPA , administratifs etc ...
 - La PTETE portée à 5000 euros par an pour les agents sur les réseaux avec moins de 70000 véhicules / J, portée à 7000 euros au-delà de 70000 véhicules / J .
 - la suppression de la note aux DIRS créant une enveloppe limitant le paiement des heures supplémentaires

Le directeur confirme le maintien du niveau de service pour cette année ... mais pas pour l'année prochaine en cas de poursuite des baisses d'effectifs .

Ce serait la VH à 1 partout , la fin du patrouillage, la fin des interventions sur panne ...

Un scénario prévoit même la fin des astreintes et des heures supplémentaires , la privatisation du balisage,de l'entretien

Après 3h d'échanges parfois houleux sous un soleil de plomb, entrecoupés d'appels au ministère et au préfet , nous décrochons une réunion de négociation sur ces revendications avec des responsables du ministère .

Cela ne signifie pas « victoire ».

Mais la chose est entendue : les agents se considèrent en état de légitime défense sociale face aux menaces de casse .

Ce n'est qu'un début, le combat continue .

SANS LUTTE NI RAPPORT DE FORCE NOUS NE SERONS JAMAIS RESPECTÉS